Spécial "PROJET"

Vendredi

Supplément "Poing et la Rose" au "Vendredi" n°82 du 7 décembre 1990

Notre convention nationale des 1er et 2 décembre engage une nouvelle phase dans la préparation de notre Projet.
Michel Charzat en définit modalités et enjeux. D'ores et déjà, au travers des auditions, un important travail a été accompli. Je tiens à en féliciter les initiateurs et à remercier les nombreuses personnalités qui ont accepté la consultation proposée par les socialistes.
Le débat idéologique n'est pas à la mode dans notre société. On discerne même, ici ou là, un grand scepticisme sur la capacité des organisations politiques à élaborer un projet répondant aux attentes de notre temps.
Est-ce bien nouveau ? Le socialisme s'est toujours présenté comme un défi. Il a toujours eu la caractère d'une utopie au sens vrai du terme. Cela demeure vrai aujourd'hui encore. Oui, nous avons à définir en commun des réponses applicables à un avenir moins déchiffrable que jamais. L'exercice du pouvoir confère à cette démarche un caractère particulier ainsi qu'un intérêt évident.
La difficulté renforce d'autant plus notre détermination.
En adoptant, au congrès de Rennes, les termes d'une nouvelle déclaration de principes, nous avons fixé l'orientation générale de notre démarche. Mais il convient maintenant d'aller plus avant, d'être plus précis et de concrétiser la mise en application de ses valeurs fondamentales.
Tel est le sens de la démarche qui s'engage en application du texte de synthèse issu du congrès de Rennes. Nous adoptons pour cela une démarche sans précédent pour un parti politique et novatrice même au Parti socialiste. Un projet est à la fois une volonté et le reflet d'un ensemble des préoccupations. Nul ne détient seul toutes les réponses. Il s'agit donc pour nous de commencer par écouter.
Les textes ci-après sont une première manifestation de notre capacité d'écoute. Près de 500 personnalités ont été ou seront entendues, tous leurs avis seront publiés. A nous tous d'en alimenter nos réflexions et notre projet.

Pierre Mauroy

Extraits des interviews

(par thèmes et ordre alphabétique)

Le Monde, l'Europe

- **Alexandre ADLER**
- **Jacques BERQUE**
- **Claude CHEYSSON**
- **Jacques DELORS**
- **Pierre HASSNER**
- **Stéphane HESSEL**
- **Jacques MISTRAL**
- **Edgar PISANI**
- **Krzysztof POMIAN**
- **Ignacy SACHS**

La France

- **Maurice AGULHON**
- **Jean BERNARD**
- **Pierre BOULEZ**
- **Jean-Denis BREDIN**
- **Pascal BRUCKNER**
- **Alain FINKELKRAUT**
- **Raoul GIRARDET**
- **Jean-Noël JEANNENEY**
- **Jean-François KAHN**
- **Chérif KHAZNADAR**
- **Anicet LE PORS**
- **Paul LORIDANT**
- **Edgar MORIN**
- **Jean d'ORMESSON**
- **Dominique PERRAULT**
- **Michèle PERROT**
- **Jean-Pierre RIOUX**
- **Georges VEDEL**

Un nouvel horizon

La France et le monde ont beaucoup changé depuis 10 ans.
Au cours de cette décennie, la gauche a exercé le pouvoir, sauf pendant la période de la cohabitation. Des réformes importantes sont intervenues ; des mutations se sont accélérées, qu'il s'agisse de la manière de vivre, de travailler, d'apprendre. La décentralisation a permis l'accession d'une nouvelle génération d'hommes et de femmes aux responsabilités. L'économie a vu de nouveaux entrepreneurs s'affirmer.

Mais il faut être lucide : dans le même temps, de nouvelles inégalités, de nouvelles fractures sociales sont apparues. Le partage des revenus n'est pas satisfaisant. Beaucoup, notamment dans la jeunesse, s'interrogent sur l'avenir. La ville, à l'urbanisme anarchique, va-t-elle créer, comme au XIXe siècle, des "classes dangereuses" sur fond d'éclatement des solidarités professionnelles et de voisinage ?
Nous voulons faire face aux défis de l'an 2000, tracer un nouvel horizon pour la France et le socialisme. Seul un projet de parti, force de rassemblement et de proposition, peut s'y employer.
La réussite de la démarche retenue dépend d'abord de la capacité d'écoute des socialistes. Dans cette perspective, le secrétariat au Projet s'est immédiatement mis au travail. **Depuis le printemps 1990**, il a animé une large consultation des courants de pensée et des représentants des forces vives du pays. Le pluralisme et la qualité des auditions réalisées représentent un premier acquis. Les matériaux ainsi réunis -ces regards sur la France- seront mis à la disposition du Parti et de l'opinion.

"Vendredi" a pris l'excellente initiative de présenter des extraits significatifs de certaines auditions.
D'ores et déjà, trois tendances, trois lignes d'horizon peuvent être dégagées de cette consultation qui n'est pas encore achevée.

- La volonté de mettre un terme à la coupure entre la société et la classe politique, plus généralement de rétablir la communication entre communautés, générations, individus. Les intellectuels, les représentants des forces vives ont répondu à notre sollicitation. Ils se sont exprimés de façon directe, en faisant preuve d'un souci de traiter concrètement les difficultés qui se posent à notre pays. Le débat a besoin d'être relancé sur des bases assainies. La politique a besoin de se ressourcer.
- La nécessité de redéfinir la citoyenneté, en prenant appui sur l'exigence de la justice sociale. Reconstruire une citoyenneté, à l'intérieur, en intégrant les jeunes, les exclus de la communauté nationale ; reconstruire une citoyenneté extérieure en permettant à la France de continuer à faire rayonner son message de fraternité : tels sont les enjeux qui peuvent mobiliser nos concitoyens.
- Enfin, l'urgence d'ouvrir des perspectives d'avenir pour la France, aujourd'hui à la recherche de repères collectifs et de valeurs dans un monde incertain et une société énervée par le culte de l'argent.

Une deuxième étape s'ouvre avec la convention nationale des 1er et 2 décembre. Elle appelle l'implication de tous les militants dans une démarche inédite. Il s'agit, en effet, d'aller à la rencontre des Français, de les inviter à participer à l'élaboration d'un projet pour la France de demain. Sachons associer tous ceux qui désespèrent moins de la politique que du spectacle qu'elle donne trop souvent. Donnons de notre Parti l'image d'une collectivité d'hommes et de femmes soucieux de dialoguer avec leurs concitoyens, capables de multiplier les lieux de prise de parole et les espaces de délibération. Prenons les moyens de cette ambition en maîtrisant les outils d'une pédagogie politique interactive et conviviale. Organisons la remontée des points de vue et des propositions qui nourriront notre projet.

La dernière étape -celle de la décision- se déroulera entre juin et novembre 1991. A partir du mois prochain, forts des résultats des auditions, des consultations menées sur le terrain, des travaux de nos commissions, nous disposerons des éléments de notre réflexion.
Un préprojet sera alors mis en discussion dans les sections. Nous aurons plusieurs mois pour débattre de son orientation et sans doute trancher entre des options. Notre document -Agir pour l'an 2000- aura été élaboré de façon ouverte, progressive et collective. Il ne sera pas un édit sur l'avenir octroyé par quelques-uns mais le résultat d'un mouvement que nous aurons suscité et animé au sein de la société française. Bref, il se présentera comme le produit d'une dynamique politique et culturelle au service d'une volonté de changement social.
Ce Projet -notre projet- doit nous permettre de redéfinir l'identité socialiste à l'aube du XXIe siècle, au moment où le capitalisme se trouve privé de l'alibi commode que représentait le communisme d'Etat.
Notre démarche -écouter-impliquer-décider- constitue un pari en faveur d'une conception exigeante de la démocratie.
A quoi sert la politique ? A quoi sert la France ? A quoi sert le Parti socialiste ? Le moment est venu de franchir une nouvelle étape qui nous permettra d'aller plus loin et de tracer un nouvel horizon pour la France et le socialisme.

Michel Charzat

POUR OBTENIR

- Le guide pratique
- Le guide de discussion
- La cassette audiovisuelle *
- Un intervenant pour vos réunions

Adressez-vous à votre fédération ou au Parti socialiste
- secteur Projet ou secteur Communication -
10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07
* Prix de vente : 200 F
Chèque à l'ordre du Parti socialiste

Supplément à "Vendredi" n°82 du 7.12.90

Enseignants, philosophes, économistes, experts, écrivains, essayistes, sociologues, politologues, responsables politiques se succèdent depuis des semaines pour des auditions publiques ou privées : la première phase, "A la rencontre des Français", n'est pas achevée. Elle a permis d'écouter, de dialoguer avec celles et ceux qui ont une expérience, souhaitent exposer leurs idées. En toute franchise et dans la plus entière liberté, ils se sont succédés au fil des semaines.
Nous vous proposons une sélection de leurs propos. Un avant-goût avant la publication de l'intégralité de leurs témoignages.

· SPECIAL "PROJET" ·

LE MONDE ET L'EUROPE

Alexandre ADLER

L'URSS demeurera une grande puissance

Il est difficile d'imaginer l'URSS essayant de regagner d'anciennes conquêtes, même si l'anarchie généralisée devait s'y installer ; le pays deviendrait plutôt un facteur d'instabilité sur le plan international.
La vraie menace est celle d'une évolution extrémiste. C'est pourquoi il est indispensable d'aider Gorbatchev. L'Europe l'a d'ailleurs mieux compris, jusqu'ici, que les Etats-Unis.
Il est clair, cependant, que l'URSS demeurera une grande puissance. Ses alliances avec des pays comme Cuba ou l'Inde n'ont pas été entamées par les changements internes et, en Europe de l'Est, son influence n'est pas près de disparaître.
Pour les pays du Comecon, en effet, les liens économiques tissés avec l'URSS restent essentiels. Le marché soviétique demeure toujours celui qui offre le plus de possibilités dans la mesure où, sauf pour quelques produits spécifiques, les marchés occidentaux sont encore inaccessibles.
En tenant compte de cette situation, il serait déraisonnable de laisser l'URSS de côté, de n'y voir qu'un futur terrain vague aux marges de l'Europe.
Il faut, au contraire, l'accrocher à la construction européenne, comme le souhaite d'ailleurs Gorbatchev, cela dans une optique de complémentarité.
Il convient de définir les formes que pourrait prendre une telle association, en sachant que les Soviétiques souhaitent plutôt la mise en place d'une confédération mais sont sans doute ouverts à d'autres propositions ; l'adhésion à l'OTAN a même été évoquée par Chevardnadze.

L'Allemagne

A propos de l'Allemagne, je constate d'abord que le pangermanisme est bien à l'œuvre, parfois même de façon débridée, comme en témoigne un lapsus révélateur du chancelier Kohl parlant des frontières de l'Allemagne avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et... la Hongrie. Il est peu probable que l'intégration de l'Allemagne de l'Est freine longtemps l'expansion économique ; elle constitue, au contraire, un atout important, dans la mesure où les Allemands de l'Est ont déjà montré leur aptitude à des changements rapides de comportement, notamment pour ce qui est de la productivité. Ils ont aussi une grande faim de consommation.
L'absorption de l'Est ne devrait donc pas créer de difficultés majeures à l'Ouest.
La politique du mark fort, destinée à éponger rapidement l'inflation est-allemande, va se traduire par un renchérissement des importations des partenaires de l'Allemagne, ceux-ci finançant, ainsi, en partie, le processus d'unification.
Nous sommes dans une phase de prise de commandement de l'Allemagne en Europe. Il ne servirait à rien de vouloir le nier.
Sur le plan interne, cette évolution peut avoir des aspects politiques positifs : effondrement des "républicains" aux dernières élections ; scission des Verts, dont une partie rejoindrait les eurocommunistes ; élimination progressive des petits partis au profit de formations plus fortes ; influence d'une CDU est-allemande moins conservatrice, qui pourrait favoriser l'émergence d'une majorité de centre gauche.
En revanche, la puissance de l'Allemagne unie va constituer une difficulté majeure pour ses voisins, qu'il ne faut surtout ni minorer, ni essayer de masquer derrière l'écran d'institutions diverses.
Mais, au-delà de la question allemande, le péril qui menace aujourd'hui toutes les sociétés européennes est celui d'une reféodalisation à partir des forces dominantes de l'économie. Une telle évolution s'est déjà produite au Japon depuis la fin de la guerre.
Il est possible aussi d'en relever différents signes en Italie, où le poids de la société civile s'est considérablement renforcé au détriment de celui de l'Etat, en même temps que l'on observait une scission de plus en plus nette entre le sud et le nord du pays, l'un pratiquement livré au pouvoir de bandes armées, l'autre tenté de larguer les amarres qui l'attachent encore au pouvoir central.
Dans ce contexte, l'Allemagne est dangereuse sur le plan européen parce qu'elle est l'exemple d'un fédéralisme qui fonctionne bien, d'un Etat régional

qui, s'il s'impose trop vite au sein de la Communauté, peut conduire à un démantèlement des spécificités nationales au profit des secteurs économiques et financiers. Pour éviter un tel phénomène, il faut rééquilibrer les pouvoirs de la Commission et des régions en renforçant ceux des organes centraux -en France, ceux de l'Etat républicain.

Dans cette perspective, les Allemands de l'Est peuvent être des alliés objectifs car ils ressentent aujourd'hui le besoin d'un Etat central fort, que ce soit en matière d'aménagement du territoire ou de soutien à la demande.

Journaliste

Jacques BERQUE

"Comment aider à l'évolution vers un islam de progrès ?"

Les musulmans, en France, sont très hétérogènes. Ils n'admettent pas d'autorité unique. La mosquée de Paris est devenue un relais de la politique algérienne. Pour le meilleur et pour le pire aussi. Il existe un sérieux manque de direction spirituelle : l'islam en France manque d'imams, de moniteurs, d'ulémas.

La France, aussi, manque d'islamologues et d'ulémas !

Il faut créer un institut de formation de ces spécialistes. La France, puissance musulmane, doit équiper sa propre islamité. Cet institut théologique devrait être créé en collaboration avec une université musulmane et une université française.

Le Centre israélite Rachi a pu faire valider ses titres par l'université de Paris. Pourquoi l'histoire ne pourrait-elle pas se répéter en matière musulmane ?

Il faudrait créer des liens entre un islam de progrès et ce qui s'appellera un "socialisme de la différence". Il y a eu, de tout temps, même s'ils étaient minoritaires, des gens qui ont travaillé à rationaliser l'islam dans un sens moderne et évolutif. Il y a toujours eu un courant -même réduit à un filet- de pensée libérale.

En Egypte, ce courant progressiste est représenté, parfois de façon combative.

Evidemment, l'état pré-industriel des pays islamiques favorise une version conservatrice de l'islam et cet aspect-là encourage la déviation fascisante, une contrefaçon de modernisme que nous appelons, en termes assez inappropriés, islamisme ou intégrisme.

Un tel courant entend s'emparer d'un populisme, d'idées démocratiques et d'outillages contemporains pour les dévoyer en impulsions bellicistes. C'est ce que fait l'islamisme, en prétendant refuser l'héritage de l'Occident et fonder la société sur les règles issues du Coran. Inutile de dire que ce n'est là que le fruit d'une lecture tendancieuse du Coran.

Sur les nations et les cultures

L'Etat-nation n'est plus à son sommet. Mais il est loin de l'obsolescence. Ceux qui l'enterrent, à Bruxelles, vont un peu vite. D'autres valeurs, d'autres solidarités, vont apparaître, celles de culture notamment. Elles vont prendre une valeur morphologique et politique qu'elles n'avaient pas jusqu'à présent. Voyez le cas de la Corse : l'autonomie culturelle et l'autonomie politique, ce n'est pas du tout la même chose !

Quand les jacobins ont voulu imposer la culture de l'Etat-nation, un tiers des conscrits ne parlaient pas français.

Aujourd'hui, il n'y a plus de contradiction profonde entre nos cultures régionales et l'unité nationale.

C'est l'émergence des cultures qui doit appeler l'attention. En Europe, personne ne s'avise du fait que l'Allemagne a aliéné, au cours du XXe siècle, du fait des deux guerres, la mondialité de sa culture. Attendons-nous à la voir revenir en force. La mondialisation de tout, du fait des communications, des échanges, est une réalité. Mais, la force montante, ce sont les cultures. En ce sens, la solidarité latine est une partie prenante de l'Europe et un équilibrage de la solidarité "mitteleuropéenne".

Intégration et projet

Evoquer l'intégration, l'insertion, la coexistence, la multiculturalité, c'est de la rhétorique, s'il n'y pas de mouvement, de dynamique. Il faut tendre vers un grand projet. En France, du fait des diversités immenses, il n'y a pas d'identité, il y a trans-identité. Une identité qui transcende les diversités. La Révolution française a transcendé par le radicalisme et la conquête. L'universalité du projet était une vue décisive. L'Empire en sera l'héritier. Nous-mêmes, à beaucoup d'égards, en procédons encore.

Nous avons, en France et en Europe, les moyens matériels de mener une grande politique méditerranéenne.

Les Italiens, les Espagnols aussi, sont pleins de ressources. Or, je dis que la Méditerranée ne peut, aujourd'hui, faire abstraction de sa rive sud. Et je dis aussi que la France ne peut pas, au moment où l'Allemagne recouvre sa grandeur, faire bon marché de sa propre assise géographique, ou du moins de l'une des ses assises essentielles, mise à vif par notre histoire coloniale, le phénomène de l'immigration, la dynamique des peuples arabes, à savoir notre adossement au monde arabe.

***NB.** Ces notes ont été prises à la mi-juillet, donc avant la crise du Golfe.*

Professeur au Collège de France.

Claude CHEYSSON

La politique européenne vis-à-vis de la Méditerranée

Claude Cheysson estime que l'Europe est contrainte d'engager une véritable politique méditerranéenne. Il faut donner une chance de développement aux peuples de ces pays, faute de quoi ils seront amenés à exporter leur misère et leurs déséquilibres, à la faveur du développement du travail clandestin, faute de quoi aussi se créeront, au sud et à l'est de la Méditerranée, des zones de désespoir, de révolte, voire d'intégrisme éminemment dangereux.

A bien des égards, on peut comparer la situation de la Communauté face aux pays du bassin méditerranéen à celle des Etats-Unis face au Mexique. Or, après avoir échoué à endiguer l'immigration clandestine mexicaine par des mesures policières, les Etats-Unis ont, depuis quelque temps, adopté une démarche plus intelligente, convainquant leurs banquiers d'investir au Mexique et leurs industriels de délocaliser leurs activités ; le Mexique et les Etats-Unis s'en trouvent fort bien.

La France, puissance méditerranéenne a, depuis longtemps, tissé des liens étroits avec le monde arabe ; elle a un rôle privilégié à jouer dans cette politique. C'est également un atout pour elle dans ses relations avec des partenaires européens, à qui une politique méditerranéenne sera également nécessaire. Et cette politique méditerranéenne permettra de découvrir que le marché méditerranéen est prometteur en raison de sa dimension (200 millions d'habitants, dès maintenant), de ses infrastructures, notamment scolaires et universitaires, de son appétit pour un certain nombre de nos technologies, et de nos services (transports, assurance).

Une politique méditerranéenne comporte évidemment un aspect sécurité. Il s'agit de rompre avec des pratiques fondées sur la croyance qu'on stabilise à coup d'actions militaires ponctuelles. En outre, au Proche-Orient, qui comprend la région du Golfe, le système de sécurité ne peut comporter une présence militaire

étrangère permanente. Il se fera donc sans participation des Européens, mais avec leur soutien actif. On est ainsi amené à concevoir un système de sécurité débordant les limites du monde arabe, afin d'équilibrer le redoutable potentiel militaire de l'Irak. Doivent être parties prenantes la Turquie (qui est symétrique en Méditerranée orientale au Maroc en Méditerranée occidentale), l'Iran (car la Perse et les chiites sont, depuis toujours, la menace la plus sérieuse pour le monde arabe), l'Union Soviétique, dont l'intérêt pour la Méditerranée est multiséculaire et dont les républiques musulmanes, liées à ces régions, ont un rôle à jouer symétrique, d'une certaine manière, à celui de l'Europe occidentale.

Enfin, la question palestinienne étant un jour traitée, le système de sécurité du Moyen-Orient aura aussi en charge d'assurer à Israël et aux Palestiniens une sécurité réciproque.

Claude Cheysson propose une approche originale afin d'assurer la sécurité.

• D'une part, la neutralité garantie internationalement de certaines parties de la région (mer Rouge, Liban). L'expérience qu'il a acquise lui permet de croire à une telle approche, qui aurait le mérite d'interdire la présence militaire permanente étrangère dans les zones de neutralité. D'autre part, l'intégration économique entre la Communauté et le monde arabe et turc, destinée à créer des interdépendances économiques entre les différents partenaires.

• Enfin, il ne faut pas écarter à terme l'idée de dénucléarisation, qualifiée par Claude Cheysson de "difficile mais non négligeable".

En faisant de telles propositions, la France valoriserait notre pays et affirmerait sa primauté dans ce domaine, notamment face à l'Allemagne.

Ancien ministre des Relations extérieures, parlementaire européen.

Jacques DELORS

Aller plus loin

Quel est l'élément décisif qui a amené les chefs de gouvernement à ne pas se contenter de l'union économique et monétaire mais à aller plus loin ? C'est, je pense, qu'ils ont répondu oui à deux questions essentielles.

Premièrement, les douze pays ont-ils en commun des intérêts vitaux en matière de politique étrangère ? La réponse est oui. Ils l'ont d'ailleurs démontré dans les faits ces derniers mois.

En second lieu, dans ces conditions, n'ont-ils pas intérêt, chaque fois que ces intérêts essentiels sont communs, d'agir en commun, de parler en commun ? La réponse est encore oui.

On peut donc considérer la marche vers une politique étrangère commune comme le poumon de cette nouvelle relance de la construction européenne.

La question qui se pose, que l'on retrouve dans le document de Michel Charzat, est : comment répondront-ils à la troisième question ? Ils admettent qu'ils ont des intérêts essentiels en commun. Ils admettent que, dans ces cas-là, ils souhaitent agir en commun parce qu'ils pensent qu'ainsi ils défendent mieux leurs intérêts et peuvent avoir de l'influence. Mais avec quelle ambition ? Cela rejoint une interrogation que l'on retrouve dans le document de Michel Charzat, dans les revues qui s'intéressent à l'identité française, à la notion d'Etat républicain et autres, mais aussi à la question de l'universalisme de la pensée française.

Si cette ambition était trop faible, alors je pense qu'il y aurait lieu, en tant que Français, de s'inquiéter.

Donc, la politique étrangère, dans certains domaines, sera gradualiste et pragmatique. Il faudra, également, réfléchir au schéma institutionnel, aux transferts de souveraineté nationale avec une question extrêmement difficile, compte tenu des souhaits des parlements nationaux, de la volonté du Parlement européen : comment concilier démocratie et efficacité ?

Voilà des questions cruciales pour la construction de l'Europe communautaire, puisque deux conférences inter-gouvernementales vont s'ouvrir à la fin de cette année.

Mais, à ce moment-là, on peut se demander s'il est vraiment nécessaire de renforcer, d'approfondir la construction européenne à douze, alors que les événements qui se sont passés, sous le signe de l'accélération de l'histoire depuis un an, ouvrent la perspective d'une grande Europe, et chacun de réfléchir, moi le premier, à ce que pourrait être l'architecture de cette grande Europe.

Tout d'abord, si on connaît bien l'histoire de cette Europe, si on la regarde du point de vue géographique, démographique, on en voit mieux les potentialités.

L'expérience récente des pays de l'Est, revenus ou tentant de revenir à la liberté, à la démocratie pluraliste, montrent que, n'ayant pas connu le même parcours que nous, ils hésitent entre la tradition et la modernité.

Dans la tradition, on trouve la confusion entre la religion et la politique. On trouve des traces de populisme et de nationalisme.

Dans la modernité, on trouve ce que les intellectuels, qui ont vécu à l'écart des sociétés communistes, ont essayé de porter chez eux et qui les mettent en pleine phase avec les interrogations des sociétés de l'Europe occidentale. Ces potentialités de la grande Europe doivent donc être appréciées non seulement du point de vue économique, ces pays vont-ils réussir leur double pari, aller vers la démocratie pluraliste d'un côté, tout en modernisant leur économie de l'autre ? Et, en même temps, n'oublions pas la dimension politique et culturelle.

On entend dire souvent dans les discours, depuis que le mur de Berlin est tombé, que c'est grâce à la référence à la Communauté européenne que ces pays ont pris goût à la liberté, que, dans un mouvement à la fois accéléré et relativement pacifique, ils ont jeté à bas les barrières du totalitarisme. C'est vrai.

Mais, d'un autre côté, nous devons reconnaître que le message culturel, je dirai même le message spirituel, ce sont les pays de l'Est qui l'ont apporté. Il n'est pas indifférent que le président de la Tchécoslovaquie soit un dramaturge, que le Premier ministre de la Pologne soit un intellectuel.

Par conséquent, il y a dans cette révolution relativement pacifique des pays de l'Est un message culturel et spirituel important, que nos démocraties molles feraient bien de retenir.

Tout cela montre qu'entre les deux Europes il ne s'agit pas de mendicité ni d'assistance : il s'agit d'échange, chacun apportant quelque chose.

Cette formule "chacun apportant quelque chose", on la retrouve au cœur de l'unification allemande. On aura l'occasion de s'en apercevoir dans les mois qui viennent lorsque les populations des deux Allemagnes auront à se rencontrer, à vivre ensemble.

Une fois l'état des lieux rapidement fait, on en revient à : quelles perspectives pour cette grande Europe ? Pour l'instant, il n'y a qu'une idée claire, simple : celle de la confédération proposée par François Mitterrand. Lorsque François Mitterrand a lancé son idée, son message a été reçu cinq sur cinq dans ces deux directions.

Premièrement : vous faites partie de la famille européenne. Vous avez toujours fait partie de la famille européenne.

En second lieu : vos choix, votre situation font qu'il faut trouver des formes de coopération entre nous qui ne soient pas forcément celles de la Communauté. Certains de ces pays l'admettent eux-mêmes. Ils ne seraient pas en mesure, demain, de postuler à entrer dans la Communauté, ne serait-ce que compte tenu de l'état de leur économie.

Je rappelle qu'il a fallu sept ans à l'Espagne et au Portugal pour se préparer à une entrée, réussie, dans la Communauté.

Y a-t-il contradiction, en fin de compte, entre l'approfondissement de la Communauté et la visée de la grande Europe ? Je ne le crois pas.

Président de la Commission européenne

Pierre HASSNER

"Les problèmes sont désormais transversaux"

La conséquence imprévue des bouleversements à l'Est est la physionomie nouvelle des rapports Est-Ouest. La fin du partage idéologique et militaire remet au premier plan le partage économique et culturel.
Les rapports Est-Ouest ressemblent de plus en plus à des rapports Nord-Sud, et cela va en s'aggravant à mesure que les décisions ultra-libérales appliquées à l'Est créent un chômage massif.
Le corollaire de cette évolution réside dans un risque neuf pour l'Europe de l'Ouest : une immigration massive à travers des frontières désormais ouvertes avec l'Est.
Cet exemple spectaculaire illustre très bien la nature des problèmes qu'il faudra désormais traiter : ce sont des problèmes transversaux qui déchirent tous les pays et dont la solution ne peut être entreprise qu'au plan international. Immigration, minorités, frontières, écologie...
Ce monde de nations et d'Etats interdépendants devra être organisé autour de principes neufs. Des trois grandes idéologies du XIXe siècle - socialisme, libéralisme, nationalisme- seule la libérale n'a pas conduit à une monstruosité politique. Elle ne peut pourtant tenir lieu de principe, car le besoin de solidarité et de communauté reste très fort.
La prise en compte des Etats et des nations comme réalité peut cependant s'accommoder de l'idée du "droit de regard" : chaque Etat doit tenir compte des retombées de ses actes sur ses voisins.
Pour résumer : un système de cour internationale de justice plutôt qu'un gouvernement mondial.

Universitaire

Stéphane HESSEL

Politique de la France en matière de développement

La construction d'une politique étrangère commune comporte une politique de développement. Dans ce domaine, la France se doit de convaincre ses partenaires d'au moins s'aligner sur son propre effort.
On retrouve, ici, la nécessité d'échapper aux pièges du libéralisme et du mercantilisme : "européiser" une vraie politique du développement permettra de donner au monde une image de l'Europe qui ne soit pas purement un agrégat d'intérêts économiques.
La France doit faire du développement un élément essentiel de l'union politique, en prônant une harmonisation et une unification des politiques de développement des Douze.
Un tel effort à l'extérieur est indissociable d'une mise en question de notre outil de coopération à l'intérieur.
Notre outil de coopération souffre de deux maux : un manque d'unité ; une absence d'évaluation des résultats.
Le manque d'unité provient, en partie, du manque de clarté des objectifs : trop souvent, on confond développement et aide aux entreprises à l'exportation.
L'échec de la tentative de rénovation, menée en 1981-82, ne met pas en cause la validité de l'examen critique qui la sous-tendait, mais les moyens et les méthodes. Notre politique de coopération souffre de l'absence d'un centre de décision unique, disposant de l'essentiel des moyens.
L'absence d'évaluation des résultats et son corollaire, le manque de souplesse de notre action, provient essentiellement de la notion de "champ", de pays du "champ", qui prévaut pour le ministère de la Coopération. Un tel concept empêche la France d'engager ses moyens là où ils pourraient être efficaces à un moment donné.
La difficulté de réformer cet outil de coopération sclérosé provient, aussi, de l'illusion que notre position à l'ONU serait renforcée du fait du soutien que nous pourrions escompter de la part des pays du "champ". D'où la persistance d'une décolonisation mal achevée, qui se traduit par des rapports ambigus entre métropole et ex-colonies.
Il importe de dépasser cette situation sclérosée et de mettre sur pied une structure légère, par exemple un haut conseil pour la coopération et le développement, à même de réévaluer périodiquement notre politique de coopération et de la réorienter sans préjugés.
Nous devons, aussi, compléter la panoplie de nos instruments : le président donnerait les grandes orientations, en tenant compte des avis du haut conseil, un ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères en assumerait la mise en œuvre, une banque de développement (la CCCE élargie) gérerait les crédits et une ou deux grandes fondations (sur le modèle allemand) multiplieraient l'efficacité de notre présence par des interventions flexibles et rapides.
La question, peut-être la plus complexe, celle de la possibilité d'utiliser une forme de contrainte sur les bénéficiaires de l'aide, comme s'y efforce le FMI, par la notion de conditionnalité, devrait être résolue en pesant, à l'intérieur du FMI, sur les modalités de cette notion, mais surtout en engageant, avec les dirigeants du Sud, des dialogues beaucoup plus francs et substantiels.

Ambassadeur

Jacques MISTRAL

Le poids de l'Allemagne

Il y a le poids de l'Allemagne. En fait, il y a surtout les craintes qu'elle suscite et ces craintes, je les trouve largement exagérées.
En effet, l'Allemagne pèse et pèsera économiquement et politiquement, et elle a des armes pour cela -entre autres historiques dans l'Europe danubienne. Elle fera tout cela au mieux de ses intérêts, ce qui est logique. Mais il faut cesser de penser les intérêts allemands en termes quasi guerriers.
Il fut un temps où l'Allemagne avait une forte tradition militaire et une faible tradition démocratique. Mais cela s'est inversé, et les Allemands ont eu tout le loisir de s'apercevoir que la démocratie est la meilleure garante de la réussite.
Quant aux examens sur leur volonté supposée d'annexer le reste du continent, je pense qu'ils sont largement influencés par l'intégration de la RDA, qui ne va pas sans mal, et qui va amener les Allemands à se mettre en cause. La question peut être de savoir qui dominera : l'intégration de la Bundesbank ou l'économie sociale de marché ? La vérité est qu'ils ne pourront se passer d'une forme de planification, alors qu'ils sont particulièrement rétifs à ce concept.
Il faut enfin tordre le cou au mythe du nationalisme grand-allemand qui sommeillait dans les têtes germaniques.
Au-delà des gesticulations électorales, il est épiphénoménal.
De plus, les groupements de populations germaniques sont un concept passé, qui appartient à l'histoire, faute d'Allemands à grouper. En Europe, il reste l'URSS.
La grande question est de savoir comment elle va pouvoir éviter l'effondrement et l'anarchie.
Tout peut arriver et, s'il doit y avoir une

crise européenne grave, elle viendra sans aucun doute de là.
Les pays périphériques, Roumanie et Bulgarie, n'ont pas de traditions démocratiques et sont fragiles. Un pays qui nous est plus proche -la Hongrie- est, par ses difficultés nationales, un maillon faible par où la contagion peut arriver.
Il y a des risques d'instabilité généralisée. Et c'est bien aussi l'intérêt de la CEE d'être un socle de stabilité qui accrocherait l'Europe danubienne. C'est la seule structure qui puisse le faire avec, peut être -mais pour combien de temps ?-, les USA, qui ont de beaux restes.
Mais, au-delà, il n'y a plus rien.

Economiste

Edgar PISANI

Le monde arabe

Je crois que j'écrirai dans 15 ans sur la crise du Golfe :
"Entre 1980 et 1990, le Nord ayant fait son unité Est-Ouest, a constaté qu'il n'avait pas besoin du Sud, sauf pour le pétrole. En 1990, il a pris le pétrole. Ayant décidé de s'assurer le pétrole à n'importe quelle condition, il a invoqué les droits de l'homme pour intervenir dans un conflit mineur. Parce qu'il s'agissait du pétrole, il a mobilisé la terre entière et irréversiblement compromis les Nations Unies qui en moururent."
Les Nations Unies ont été engagées sans but de guerre dans un conflit pour des intérêts économiques, alors que l'appareil mondial aurait pu intervenir avec autant de légitimité dans d'autres lieux. Le risque est grand que l'ONU ne s'en relève pas.
La France doit renoncer à une politique méditerranéenne nationale, mais doit plutôt contribuer activement à construire une politique bilatérale euro-arabe.
Tous les agrégats d'un projet de codéveloppement existent, à des endroits différents : l'argent, la technique, la main d'œuvre. Traitons-les de façon équilibrée.

La question israélienne

Nous devons être intransigeants à l'égard des Israéliens comme des Arabes : Israël doit exister, mais le sionisme met en danger l'équilibre de cette région du monde.

L'islam

L'islam est une authentique difficulté, car c'est un instrument pour les populistes. C'est par défaut d'une perspective politique que l'islamisme l'emporte, et il est plus populiste que religieux. Nous devons séculariser notre approche du sacré, car les vrais responsables du monde arabe sont plus proches que nous ne l'imaginons d'une vision séculaire de politique. J'emploie le mot "séculier", mieux accepté par tous que le mot "laïc", qui a une connotation militante. Même en Arabie Saoudite, le mouvement de sécularisation est visible dans les conflits internes.

Ancien ministre, président de l'Institut du monde arabe

Krzysztof POMIAN

La démocratie

Je pense que, si le Parti socialiste a été un instrument d'avancement de la démocratie, depuis quelque temps, il a ses faiblesses.
Il l'a été certainement, par exemple, quand il a pris fait et cause pour les radios libres : un exemple particulièrement clair d'une action qui ne s'inscrivait pas du tout dans la mission idéologique de ce qu'est le socialisme, parce qu'il n'est nulle part dit que le socialisme entraîne l'existence d'une liberté des ondes. On pourrait même plutôt prétendre le contraire avec de bons arguments historiques à l'appui.
Il se trouve que le Parti socialiste -peu m'importent les raisons qui l'ont mû à l'époque- avait pris fait et cause, et qu'il a donc été, sur ce terrain précis, perçu comme un instrument de l'avancée de la démocratie. On peut se poser la question, je pense, sans aucune malignitité particulière : est-ce qu'aujourd'hui encore, ce parti fonctionne comme un instrument d'avancée ?
C'est, je suppose, une des questions les plus importantes, au moins pour ce qui nous réunit ici. Et cela, quelles que soient les positions idéologiques, ou les affiliations.
Maintenant, nous sommes donc dans une situation où l'exigence de l'accroissement de la démocratie est visible et perfectible, et où, comme elle ne trouve pas très souvent de formes où s'inscrire, les mécanismes démocratiques traditionnels n'en prévoyant pas, nous assistons aujourd'hui, et ce n'est pas tout à fait nouveau en France, à la prise en charge par la spontanéité sociale de la solution des difficultés qui auraient dû être résolues dans le cadre des mécanismes démocratiques normaux et opérationnels.
De ce point de vue-là, le fait que le budget de l'Education nationale soit discuté dans la rue me semble une des pires choses auxquelles on puisse assister. Personnellement, je ne me réjouis pas du tout du mouvement des lycéens. Je trouve très bien que les lycéens soient intéressés par la situation des lycées, mais je trouve en même temps terrifiant qu'une ligne budgétaire, quelle qu'elle soit, puisse être discutée dans la rue, ou décidée sous la pression de la rue. L'irruption de la spontanéité sociale à la fois dans la sphère étatique et dans la sphère démocratique me semble un phénomène pathologique, qui, comme tout phénomène pathologique, mérite d'être traité comme symptôme de quelque chose de plus profond, et mérite donc qu'à son propos des questions soient posées sur les limites, le fonctionnement et le dysfonctionnement de la démocratie, aujourd'hui, en France.
Je pense que la situation mérite d'autant plus réflexion que la démocratie, en France comme dans tous les pays européens, se trouve aujourd'hui face à un avenir radicalement nouveau.

Politologue

Ignacy SACHS

1990 : l'année zéro

Je pense que 1990 passera à l'histoire comme l'année zéro du grand remodelage et, dans une vision plus pessimiste, du grand chambardement. C'est, bien sûr, l'effondrement du socialisme réel dans l'Europe de l'Est mais c'est aussi une période particulièrement dramatique dans les pays du tiers monde.
Un hasard a fait que, avant de venir, j'ai lu un éditorial du bulletin des savants atomistes *"The Bulletin of the Atomic Scientists"*, du mois de mai, qui, pour ainsi dire, a prévu l'Irak, mais sous un angle particulier en disant "Maintenant qu'il y a un désarmement en Europe, il faudra que le trop-plein des armes américaines se déverse quelque part dans le tiers monde". Il cite, à l'occasion, une conférence de presse de Bush du mois de mars qui le dit presque textuellement. Il rappelle aussi que, depuis la fin de la Seconde Guerre, le tiers monde a connu cent vingt-cinq guerres, qui ont coûté plusieurs dizaines de millions de vies, et il est donc intéressant de voir le rapport qu'il peut y avoir entre la détente en Europe et des épisodes militaires ou quasi militaires dans le tiers monde.

Economiste

Maurice AGULHON

Le civisme, la loi, le monde

Ma réflexion porte sur trois sujets : le problème idéologique général du socialisme démocratique (les relations de celui-ci avec le communisme et le tiers-mondisme) ; les religions et la laïcité ; les questions de société, et plus particulièrement celles du civisme, de la loi, de la morale.

En cette année de soixante-dixième anniversaire du congrès de Tours, nous ne pouvons éviter d'avoir une réflexion sur ce que celui-ci représente maintenant.

L'histoire semble bien avoir tranché en faveur de la minorité qui, avec Léon Blum, avait refusé de dissocier le socialisme de la démocratie libérale.

En effet, il est apparu que la dictature du prolétariat, prônée par les communistes, a abouti à la dictature tout court.

La perestroïka donne, rétrospectivement, raison à Blum, en prouvant qu'on ne peut se passer de la démocratie libérale, fût-elle d'origine bourgeoise.

A la lumière de cet enseignement, il ne me paraît pas souhaitable de préférer l'alliance avec le Parti communiste -qui n'a d'autre finalité que lui-même- à l'alliance au centre (1).

Une autre question se pose au socialisme démocratique ; celle de ses rapports avec le tiers-mondisme. Je prêche pour une vigilance critique à l'égard des tendances tiers-mondistes.

En termes généraux, je dirai qu'il faut assumer le caractère double de la polarisation Nord-Sud. Si elle oppose le Nord des riches et des exploiteurs au Sud des misérables et des exploités, elle constate aussi l'opposition entre les démocraties libérales du Nord et les fanatismes, les dictatures du Sud. Il faut assumer cette contradiction et prendre place, en termes sociaux, aux côtés du Sud tout en restant auprès du Nord en termes politiques. Il faut donc garder présente à l'esprit l'idée que, dans l'antagonisme Nord-Sud, il y a deux aspects dont aucun ne doit être perdu de vue. Il ne faut certainement pas jouer unilatéralement le Sud contre nos partenaires et amis du Nord.

Le second sujet est celui des questions religieuses et de la laïcité. Si, face à un catholicisme français intransigeant, les fondateurs de la IIIe République ont eu une tradition d'acharnement anticlérical, il est naturel, qu'à gauche, la fougue anticléricale se soit atténuée, étant donnés les changements intervenus dans la théologie catholique. Mais on peut se demander si les forces laïques ne sont pas allées trop loin dans le sens de l'apaisement. Et elles l'ont peut-être fait parce que la gauche, en France, s'est trop exclusivement engagée dans le socialisme, trop consacrée aux préoccupations sociales, au détriment des préoccupations spirituelles et intellectuelles. Or, même si le catholicisme s'est ouvert, depuis la fin du XIXe siècle, il est toujours insidieusement militant, et il convient, aujourd'hui encore, de défendre contre lui les positions de la laïcité, même si ce combat est moins violent.

Parler de religion, c'est aussi parler de l'islam, qui est la plus nombreuse en France des religions après le catholicisme et fournit les principaux exemples d'intégrisme.

Principal support de l'idéal laïc, la gauche est, aussi, le principal appui de la sensibilité humanitaire qui nous rend sympathiques aux souffrances du tiers monde. C'est pourquoi elle éprouve une certaine gêne à prendre des positions antimusulmanes de peur d'apparaître comme xénophobe. Cependant, il faut essayer de ne pas laisser notre humanitarisme légitime paralyser notre vigilance laïque. Là encore, il nous faut assumer les deux aspects contradictoires d'une situation et nous garder d'emballements unilatéraux.

Si je suis un partisan rigoureux de la laïcité de l'Etat, il ne me semble pas cependant que la République française puisse jamais mettre sur le même plan le catholicisme et les autres religions en raison de l'histoire de notre pays, qui est né et a grandi dans l'espace de la chrétienté. Il apparaît que les Français catholiques sont plus facilement français que les juifs ou les musulmans restés pieux. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder notre calendrier. Le repos hebdomadaire usuel, celui du dimanche, n'a pas de sens pour les non-chrétiens et peut paraître une gêne pour les croyants qui reconnaissent un autre jour sacré. La question deviendra grave si les exigences religieuses se font intransigeantes, elle restera bénigne ou nulle si elles s'adoucissent. On peut en conclure que l'affaiblissement des religions, ou au moins de leur pression sur le monde profane, est une condition indispensable à la paix civile.

Enfin, les religions et la laïcité amènent aussi à poser la question de la structure de la nation française.

Je suis de ceux qui regardent comme dangereuse l'option communautariste - celle d'une nation française qui ne serait plus qu'une confédération de communautés religieuses, ethniques... - prônée par certains. La communauté nationale doit rester une collectivité d'individus citoyens, faute de quoi, elle sera fatalement inégalitaire au détriment des individus non membres d'une communauté religieuse, ethnique, provinciale ou autre.

Intéressons-nous aussi aux questions de société et plus particulièrement au civisme, à la loi, à la morale. Comme en témoigne l'appellation "Comité d'éthique", il apparaît que le terme "éthique" est à la mode ; c'est évidemment parce que l'on rejette le mot et l'idée de "morale". Une explication de ce rejet peut être trouvée dans le fait que, généralement, on assimile le terme "morale" à la morale très contraignante du catholicisme du siècle dernier. Mais il ne va pas de soi que le refus de l'ancienne morale conservatrice d'inspiration chrétienne implique le rejet de toute morale. Car une société qui n'aurait aucune morale communément reconnue (et par conséquent, d'abord, enseignée) serait une société d'anomie. En termes simples : la loi de la jungle. Nous en approchons. La première chose à faire pour redresser la situation est de poser le caractère limité de la seule morale que l'Etat laïque puisse exiger. Il faut renvoyer à la sphère de la vie privée les normes et les interdits d'origine métaphysique (normes sexuelles par exemple) et, par conséquent, être neutre à leur égard et faire respecter à leur égard la liberté des individus. Mais poser et faire respecter les normes et les identités à caractère social ("la loi n'a le droit d'interdire que les actions nuisibles à la société", disait la Déclaration de 1789) : meurtre, vol, viol, mépris des lois.

Moins de règles morales que jadis, donc, mais faire que ces règles soient respectées. Cela suppose d'admettre que le socialisme est distinct de l'anarchisme, ce dont tous les nôtres ne sont pas convaincus.

Historien

(1) Dans mon esprit, l'ouverture vers le centre n'est pas une abolition de la coupure entre droite et gauche mais, au contraire, un espoir d'amener dans la gauche la famille démocrate-chrétienne, qui y a sa place, et dont l'ancrage à droite relève de la survivance historique.

Jean BERNARD

La question du génie génétique

La France a été le premier pays au monde à avoir, grâce au président de la République, un Comité national d'éthique. Le rôle de ce comité est consultatif. Il tire sa force du fait qu'il n'a aucun pouvoir, si ce n'est celui qui vient de la valeur morale des avis qu'il rend. Le Comité d'éthique répond à deux sortes de questions : certaines sont liées à la révolution thérapeutique (essais de médicaments, transplantations, registres), les autres touchent aux conséquences de la révolution biologique, qui a donné à l'homme les trois maîtrises de la reproduction, de l'hérédité et du système nerveux.
En ce qui concerne la fécondation médicalement assistée, je pense qu'elle est l'objet d'un regrettable abus. Non seulement elle coûte très cher à la collectivité (de 20.000 à 200.000 francs) mais, de plus, le succès de cette méthode ne dépasse pas 15%. Aussi faut-il en limiter les indications tant par le traitement préventif des stérilités que par l'adoption.
Une des questions les plus importantes qui se pose à nous, aujourd'hui, est celle du génie génétique. Dans ce domaine, un devoir absolu doit s'imposer à nous : il ne faut pas modifier le patrimoine génétique d'un individu. Je pense que le respect du génome est capital, et qu'il ne faut pas aller contre. Pourtant, des milliers d'êtres humains souffrent de maladies génétiques. Aussi, que faire ? Comme cela arrive souvent, un progrès de la connaissance a apporté un début de solution. En effet, on s'est aperçu qu'il existe deux sortes de gènes : le gène qui gouverne tout le corps et le gène qui gouverne chaque organe. Ainsi commence-t-on à savoir agir sur le gène de la moelle osseuse, qui est responsable, par exemple, de graves maladies de l'hémoglobine, sans modifier l'individu. Certes, seule une partie de la question est réglée, dans la mesure où vous empêchez la maladie, mais non sa transmission héréditaire. Le progrès n'en est pas moins considérable. On voit ainsi, comme c'est très souvent le cas, qu'un progrès de la recherche est venu régler une question éthique que la recherche précédente avait soulevée. Et cela met en valeur la responsabilité du chercheur.
Je voudrais aussi attirer l'attention sur les très grands dangers de la relation entre l'éthique et l'argent, qu'il s'agisse de la commercialisation du don de sang ou d'organes (on ne vend pas le corps humain), ou qu'il s'agisse de se demander comment un Etat peut gérer ses finances par rapport aux progrès de la biologie et de l'éthique.
Ce refus du luxe, de l'argent, est un des quatre principes qui fondent la bio-éthique. Les trois autres sont : le respect de la personne, le respect de la science, de la connaissance et la responsabilité du chercheur.

Professeur de médecine, membre de l'Académie française

Pierre BOULEZ

Rock et musique classique

Il n'y a pas d'effort de la part de nos politiques à l'égard de la vie culturelle musicale, à part, cependant, le fait capital de subventionner les grandes institutions professionnelles. Beaucoup de choses ont été faites dans le domaine de l'expansion des arts plastiques, mais rien n'a été entrepris de semblable pour la musique.
Une seule exception : le rock. Des aides diverses aux différents groupes ou des conditions d'accueil se sont développées dans le pays. S'il est bien de favoriser l'extraordinaire vitalité qu'ils incarnent, on les renforce cependant dans une conception assez primitive de l'expression musicale.
Il conviendrait donc de faire mieux connaître une forme plus évoluée de la musique qu'on appelle, hélas, la "grande musique" et de faire communiquer les deux mondes : rock et musique classique.
Le rock apporterait sa vitalité à une expression musicale plus sophistiquée qu'est la musique classique. Cela permettrait d'abattre les forteresses existant dans ce monde de la musique ou de créer, par exemple, une passerelle rock/enseignement.
Après avoir présenté ce qu'il ne faudrait plus faire, Pierre Boulez tente de préciser ce qu'il conviendrait de faire : dans tous les domaines lutter contre l'immobilisme, la rigidité, tendre vers le professionnalisme. Notamment, développer les échanges internationaux, échange d'écoles ou échange de solistes dans les grands orchestres. Toutefois, les échanges de solistes sont très difficiles à cause du milieu très hiérarchisé ou des différences de salaires.
Les professionnels de très haut niveau devraient pouvoir ne rester qu'environ 5 ans, et non pas à vie, dans nos établissements d'enseignement.
Les élèves boursiers devraient aller travailler à l'étranger, dans les grandes écoles, par exemple Israël pour les cordes.
Enfin, il n'y a aucune école de management artistique en France. La vie professionnelle s'organise au petit bonheur.
Il critique aussi la direction de la Musique qui, selon lui, n'a aucune vision, aucune perspective générale de la musique.
Là aussi, il conviendrait d'envoyer des cadres étudier et se former aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne.

Musicien

Jean-Denis BREDIN

L'exigence de lucidité

Rien n'est plus difficile, aujourd'hui, que d'écrire le projet d'un parti politique. Ce siècle, notre siècle, s'est moqué de toutes les explications de l'histoire, de toutes les prévisions. Il a bousculé les certitudes. Nous avons perdu l'illusion que la politique peut tout et nous avons perdu le mythe de la toute puissance du peuple souverain. Nous ne croyons plus à la marche inéxorable de l'histoire vers le progrès universel. Nous avons vu s'épuiser la grande querelle du laïc et du religieux, diparaître la grande rivalité franco-allemande. Nous avons cru au bienfait indéfini du progrès scientifique et nous en découvrons les terribles retombées. Nous avons cru l'Europe de l'Ouest trop grande et nous la découvrons trop petite.
Nous sommes plus lucides et plus modestes que nos ancêtres. Nous nous méfions des doctrines totales, des programmes, des discours. Mais cela ne signifie pas qu'un parti de gauche doive être, désormais, sans idée, sans projet, soumis aux caprices de l'opportunité.

"Méfiez-vous, disait Jean Jaurès, de ceux qui vous mettent en garde contre les systèmes et qui vous conseillent en réalité l'abdication de l'intelligence... Il y aura, de l'autre côté, des doctrines toutes bâties".

Que peut être un programme de gauche ? L'expression d'un système de valeurs (morale, éthique, de progrès) qui postule une certaine idée de l'homme (sa liberté, sa dignité), une morale politique prise au mot, mise en action. Il ne s'agit plus d'un programme précis et détaillé.

Nous devons être attentifs aux grignotages de la liberté :
- violation du droit qui concerne les exclus sociaux ;
- policiers méprisant les lois ;
- juges d'instruction se servant de la détention provisoire comme d'une forme de torture et détournant systématiquement la loi ;

● radios et télévisions servant de relais à la diffamation, méprisant les présomptions d'innocence, détruisant ceux qu'elles décident coupables ;
● toutes les pratiques d'humiliation et de mépris, ainsi les réquisitoires contre les "déchets d'humanité" ;
● mépris global du droit.

Nous nous accommodons de l'arbitraire s'il ne nous dérange pas. Nous n'aimons des libertés que celles qui sont de notre confort. Qui ne voit la force croissante des modèles dominants, des idées reçues, des modes, les instruments de domination et d'uniformisation de la pensée et du goût ? Tout cela risque d'endormir la liberté de l'esprit dans les supermarchés de l'esprit humain. Il faut que la gauche soit le contraire d'une abdication de l'intelligence.

Il convient de ne pas tout rejeter des illusions marxistes notamment ne pas perdre de vue la distance qui sépare les libertés formelles des libertés réelles. N'est pas libre celui qui a faim, qui a froid, qui n'a pas de travail. Un exclu social, même comblé de liberté, n'est pas libre.
Pour Jean Jaurès : *"Le niveau moral des sociétés à venir serait fait de la hauteur morale des consciences individuelles dans la classe militante d'aujourd'hui"*.
Et Pierre Mendès-France soulignait : *"La gauche est méthode et morale au service d'un projet universel de liberté et de dignité."*
Les Français ne méprisent pas la politique. Il sont méprisés d'elle. Leur déception est à la mesure de leur exigence morale. Ils attendent de la politique plus de lumière qu'elle n'est capable d'en porter. Tout projet politique devrait être celui d'un renouveau du politique.
Il convient de ne pas parler pour ne rien dire, mais de dire vrai, consentir ses erreurs et ses doutes, respecter la compétence, le sérieux, se méfier du pouvoir, se méfier du culte des semblants qui substituent le vrai, vieille tradition française des mentons redressés et des torses gonflés. Il faut que la politique ne soit plus le champ clos des rivalités et des ambitions mais attention, écoute, aptitude à comprendre, à se faire comprendre, à expliquer, à s'expliquer.
Il faut que la politique devienne capable de nous parler vraiment sans nous prendre pour des sujets ni pour des imbéciles.

Avocat, essayiste, romancier, membre de l'Académie française

Pascal BRUCKNER

"Pas de démocratie sans idéologie"

Je ne pense pas que l'on puisse faire de la démocratie sans idéologie. Il est même illusoire de penser qu'on puisse avancer politiquement sans idéologie. Mais nous vivons encore sous les décombres des anciennes idéologies, et je ne crois pas que, dans l'immédiat, nous allons pouvoir recréer un projet idéologique utopique. Malgré tout, dans un monde de plus en plus difficile à comprendre, il y a un travail à faire, qui consiste à accroître la part d'intelligibilité du monde.
Il importe que les élites politiques et intellectuelles et, peut-être, les journalistes, offrent aux citoyens un tableau clair et net de la situation nationale comme internationale. Car une société ne peut prendre son destin en mains que si elle sait où elle va. Toutefois, cette exigence de clarté, qui me paraît fondamentale, est freinée de façon irrémédiable par les médias -et notamment les médias télévisuels- qui répondent beaucoup plus au souci de distraction qu'au souci d'information. Or, si nous voulons rebâtir un projet de citoyenneté, il nous faut retrouver une certaine austérité, une certaine mesure dans l'information, un certain refus du sensationnalisme.
Enfin, j'ai le sentiment que nous ne recréerons de l'idéologie et de l'utopie que sous le coup d'une grande menace. Mais la menace est en l'occurrence positive dans la mesure où elle permet de contester une société qui, vouée à elle-même, tendrait inévitablement à l'entropie.
Pour qu'un débat s'engage dans une nation comme la France, il faut que les partis politiques jouent le rôle d'instance de médiation -ce qu'ils ne font pas aujourd'hui- entre les pouvoirs publics et les citoyens. Il faut que la parole monte au sommet et descende à la base. Il faut que les citoyens aient le sentiment qu'on leur propose véritablement des buts dans la société. Or, aujourd'hui, les citoyens n'ont plus le sentiment qu'ils ont à choisir pour telle ou telle forme de société. Le Pen est le seul à représenter une solution de rechange.
La crise est profonde.
La situation est tout à fait inédite et n'est pas typiquement française, mais internationale.

Philosophe

Alain FINKELKRAUT

La violence dans les lycées

Il ne faut pas, devant la violence au lycée, se réfugier trop vite derrière une pure explication sociologique. Sans doute y a-t-il des causes, il y en a toujours.
Les sociologues sont les grands spécialistes des causes. Il y des causes, des difficultés, des banlieues, il y a tout cela ! Et il y a aussi des responsabilités.
Et tout un discours, notamment publicitaire, qui tend à flatter l'enfant. Pas seulement un discours publicitaire puisque cela devient aussi le discours des droits de l'homme, qui tend à faire de l'enfant, du jeune, le titulaire non seulement de droits, mais quasiment d'une culture, le titulaire d'opinions qui tendent à le sonder constamment, à lui demander son avis sur l'état du monde, à se prosterner dans cesse devant lui..
Dès lors, comment voulez-vous que l'idée même de transmission et, donc, la dissymétrie nécessaire qui existe entre le professeur et l'élève, puisse être préservée ?
Comment voulez-vous que certains élèves, dans des contextes très difficiles, ne fassent pas preuve vis-à-vis des professeurs d'une arrogance totale et sans limite ? Je crois que c'est inévitable.
Il n'y a plus de pions dans les lycées. Ce n'est pas simplement pour des questions budgétaires, c'est parce que les profs n'ont plus le droit de punir, parce que c'est à la fois la discipline qui est déligitimée au nom de l'interdisciplinarité et du "communicationnel", mais aussi la discipline en tant que telle.
On ne veut même pas faire de classement, maintenant, dans les petites classes, parce que cela pourrait traumatiser les enfants, ce qui n'empêchera pas qu'on les oriente plus tard.
Mais, punir, encore moins !
Autrement dit, la disparition des pions dans les lycées est, sans doute, un peu budgétaire mais surtout idéologique. Il y a quelque chose de pathétique à voir les élèves eux-mêmes réclamer la discipline, les surveillants.
Au nom de l'amour qu'on leur voue, on les a dépouillés.

Philosophe

Raoul GIRARDET

La nation

Il me paraît important, si l'on admet -et je crois qu'il faut l'admettre- que la nation n'est pas une réalité close, n'est pas née d'un déterminisme historico-ethnique, mais qu'elle est un plébiscite de chaque jour, constamment à faire, à refaire et à maintenir, qu'elle est une réalité qui peut disparaître ou subsister. Par là-même, la question nationale soulève celle de la citoyenneté. Etre Français c'est en même temps être citoyen français et participer à la vie française. On ne peut se dire Français si on n'est pas citoyen et, de la même façon, accepter la citoyenneté française c'est accepter la condition de Français, la réalité de la francité.

Je crois qu'il faut se situer dans cette définition de la nation. La nation existe quand on veut qu'elle existe, elle se maintient quand on veut qu'elle existe. C'est cette définition qui, finalement, s'est imposée à l'histoire française depuis la Révolution, et très précisément depuis cet anniversaire que je ne sais pourquoi on ne souhaite pas de la fête de la Fédération le 14 juillet 1790, qui est l'acte de naissance-même de la nation française. Il y avait auparavant une autre légitimité. A partir de cette date, on est Français dans la mesure où on veut être Français. Et vouloir être Français, c'était par conséquent faire déjà un geste, un acte qui est un acte de citoyenneté.

La question de l'immigration peut être résolue en termes simples, c'est-à-dire faire des Français de gens qui ne l'étaient pas. Accepter l'idée d'une patrie reposant essentiellement sur la volonté, sur le désir de vivre ensemble, c'est admettre à l'intérieur de cette patrie des gens qui n'y sont pas nés, qui l'ont choisie délibérément. Et il faut reconnaître qu'effectivement ce défi peut sembler -et je crois qu'il faut se méfier de cette ressemblance historique- avoir déjà été connu, soutenu. La France, bizarrement, a toujours été un territoire d'immigration et très peu un territoire d'émigration. Même dans sa grande splendeur démographique, que je situe au XVIIIe siecle, la France a reçu des étrangers. La France avait déjà reçu des étrangers, au moyen âge, dans les villages. Elle en a accueilli à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, de trois à quatre millions dans un espace relativement court de temps. La France a été, après les Etats-Unis, durant cette période, le grand pays d'immigration...

Historien

Jean-Noël JEANNENEY

La dépolitisation

Si l'on s'intéresse au domaine de la doctrine et de la tactique pour ce qui concerne la dépolitisation, on constate qu'à travers deux siècles d'histoire de la France, l'appréciation positive ou négative de la participation active des citoyens à la politique est un des critères de distinction entre gauche et droite. Celle-ci est méfiante ou indifférente à l'idée d'une amélioration de la participation des citoyens à la vie politique.

En 1960, comme aujourd'hui, ces aspects doctrinaux se dégradent en tactique : nombreux sont ceux qui utilisent l'apolitisme comme un moyen tactique ou électoral. Il s'agit d'une tactique d'opposition, qui consiste à attribuer une signification péjorative à la politique et à valoriser, par contraste, une manière différente, en quelque sorte pure et détachée -parfaitement mythique, naturellement- de traiter les affaires publiques.

Il me semble que la gauche est plus sensible, aujourd'hui, à ces sirènes de l'apolitisme qu'elle ne l'était en 1960. En outre, contrairement à 1960, la gauche se trouve, en 1990, au pouvoir depuis 10 ans et est, par conséquent, directement associée, dans l'esprit des Français, à la défiance à l'égard de la vie politique, à la dépolitisation, à la crise de représentation. Une autre grande différence existe avec la situation de 1960 : il s'agit du déclin des doctrines, des messianismes globalisants. Ce déclin concerne le marxisme, mais il affecte également le PS, qui est devenu plus pragmatique, plus modeste dans sa volonté de "changer la vie". Cependant, la difficulté est de ne pas créer une dichotomie trop grande entre les réalités tangibles qui décevraient et les espérances illimitées qui s'étendraient à l'infini.

Historien

Jean-François KAHN

Redéfinir l'utopie

Je crois qu'il faut redéfinir -je ne sais comment l'appeler- un projet, une utopie. Mais ce n'est pas possible, il y a quelque chose qui ne va pas non plus.

Bref, il faut repenser, refonder une démarche, une ligne au sens où cela ne veut rien dire de dire : "Le libéralisme a échoué, le socialisme a échoué. Inventons quelque chose". Non !

Le libéralisme, comme Marx l'a écrit dans une page superbe, a été à l'origine d'une fantastique progression de richesses et de nouveautés.

Le socialisme, si on ne le renferme pas dans sa définition stalinienne, on lui doit une des plus grandes explosions du progrès humain, culturel, social, etc. Ne disons pas qu'il a échoué. Il a apporté énormément. Cela prouve que la définition d'une nouvelle démarche et d'une nouvelle émergence débouche sur des choses positives. Dans les deux cas, quelque chose de positif s'est produit puis, à un certain moment, on est arrivé au blocage : il ne peut pas faire plus, il a donné le mieux qu'il pouvait ; en revanche, il commence à donner le pire.

Si vous appelez cela des utopies, alors oui, une nouvelle utopie. Tout ce que vous voulez ! Vraiment, il faut dire quelque chose d'absolument neuf.

A partir d'un examen critique, une des erreurs de la gauche française, depuis trente ans, est qu'elle ne fait que l'examen critique.

La droite a cette particularité, sauf maintenant, parce qu'elle va très mal, qu'elle ne s'autocritique jamais.

Depuis 1950, on pourrait constituer une bibliothèque considérable sur la pensée critique de la gauche sur la gauche.

Cela ne va pas plus loin, on s'arrête là. Il faut rompre avec cette attitude.

Une mise à plat, un examen critique, mais positif, pour déboucher sur une nouvelle émergence. Ce qui me frappe, dans des livres qui sont parus récemment, tel celui de Max Gallo, c'est qu'au-delà du discours sur :

- "ça, c'est mal ;
- ça, c'est absurde ;
- ça, c'est la trahison ;
- ça, c'est l'hypocrisie, etc.",

il n'y a pas une ligne positive ce qu'il faut faire, sur ce vers où il faut aller.

On nous ressort également le débat sur république et démocratie.

Je n'y comprends rien. C'est un débat par rapport à un concept d'hier.

Refonder la république, qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce qui est novateur là-dedans ? Qu'est-ce qui débouche sur l'émergence de valeurs nouvelles ? Il me semble que c'est la mauvaise méthode, même si on dit des choses justes et courageuses.

Le débat république-démocratie est, quand même, intéressant.

Mais c'est un débat qui n'est pas en prise avec le réel, qui ne met en cause qu'un débat entre deux concepts, le contraire de tout ce que j'ai dit.

Le réel fait peur, il est trop complexe, il est difficile, il est horrible. C'est la misère, c'est les lycéens. Il nous échappe.

Alors, on ferme le réfrigérateur du réel et, nous, intellectuels, nous allons quand même discuter sur la seule chose qui reste propre : le concept république-démocratie. Non ! A mon avis, c'est la mauvaise méthode.

Journaliste

Chérif KHAZNADAR

Les 5% de Français musulmans

Je pense qu'il y a, actuellement, à peu près 5% de Français musulmans, et que l'islam est la deuxieme religion de France. Or, je constate que, en dix ans de pouvoir socialiste, il n'y a jamais eu au gouvernement un membre de confession musulmane, alors que les autres confessions ont été toutes représentées d'une manière ou d'une autre.
Comment se fait-il que, dans ces 5% de population, il n'y ait pas quelqu'un qui ait la compétence pour assurer un poste ministériel ? Du temps des colonies, il y a eu des ministres musulmans, mais on n'en a plus vus depuis. Y en aura-t-il en l'an 2000 ? Je pense que ce sera inévitable. Il va bien falloir un jour faire en sorte que ces citoyens cessent d'être des citoyens de "deuxième zone".
Pourquoi cette méfiance, cette réaction vis-à-vis des Arabes, que j'ai parfois, d'ailleurs, je dois l'avouer, parce que j'ai été trop imprégné de culture française pour ne pas quelquefois passer de l'autre côté, du côté de ma mère ?
Je pense que cette réaction est très ancienne et qu'il va falloir consacrer beaucoup d'efforts à la faire passer... Elle remonte bien au-delà des Croisades, alors que les guerres franco-allemandes sont beaucoup plus récentes. L'antagonisme entre le monde musulman et le monde chrétien est beaucoup plus profond. On le retrouve dans la culture, la littérature etc. Il y a le mythe du Maure, les Turcs, etc, tout cela imprègne nos mentalités et il faudra beaucoup d'efforts pour faire disparaître ce fond d'antagonisme entre ces deux cultures.
Ce qui m'amène à l'intégration : faut-il intégrer ces gens qui sont de culture et de religion différentes ? Je ne le pense pas. Je préfère que nous arrivions à une société qui soit un peu ce que sont les Etats-Unis aujourd'hui où il y a des communautés ayant la garde leur culture d'origine, de leurs pratiques d'origine, qui cohabitent avec, en commun, un ou deux grands idéaux qui font qu'ils appartiennent à une même nation, et qui font aussi que cette nation est riche de la multiplicité des cultures, des langues, des pratiques qu'elle recèle.
Plutôt que d'essayer d'intégrer ces Arabes, ces Chinois, ces Vietnamiens, ces Portugais et autres, à une culture qui ne sera jamais la leur, pourquoi ne pas, au contraire, les aider à maintenir leurs différences ?
Est-ce que ce n'est pas de ces différences-là que pourront naître une plus grande cohésion et moins de racisme, à partir du moment où nous chercherons à faire que les gens cultivent cette différence et l'apprécient donc chez l'autre ?

Directeur de la Maison des Cultures du monde.

Anicet LE PORS

Réhabiliter les modèles

Je voudrais me situer par rapport à une idée que je qualifie de "crise du rationalisme".
Je crois que nous sommes dans une situation -c'est l'expression que j'avais utilisée à la tribune du comité central du Parti communiste français le 12 octobre 1989- qu'on peut définir par quatre ruptures, et qui bouleverse notre champ culturel et intellectuel de marxistes communistes.
Rupture de la société idéale, du grand progrès de la société.
Rupture quant à la conception que l'on pensait pourtant stable du socialisme.
Rupture quant à la conception que l'on avait du parti révolutionnaire, instrument de cette transformation révolutionnaire.
Et rupture de l'individu dans la société.
J'ai dit cela le 12 octobre 1989, ce qui a provoqué à l'époque des réactions très vives, car se trouvaient mises en cause des choses qu'il fallait défendre comme des vérites éternelles. Trois semaines après, le mur de Berlin s'effondrait.
Il n'y a aucune relation de cause à effet, mais c'est quand même ainsi ! Et je ne suis pas mécontent d'être intervenu, dans ce sens-là, à ce moment.
Si je dis cela, ce n'est pas pour tomber dans un travers, que l'on constate souvent, y compris chez les gens qui nous sont proches, c'est-à-dire aller dans le sens d'une concession à la pensée libérale.
Je crois que, ni les uns ni les autres, nous n'avons fait le travail qu'il fallait faire pour répliquer au terrorisme libéral, et nous avons passé beaucoup trop de compromis, même insidieux, vis-à-vis du libéralisme au plan de l'idéologie mais également au plan fondamental de la contestation de la théorie néoclassique en économie. Or, on peut faire cette contestation, que j'ai faite dans un livre que j'ai appelé précisement "*L'Etat efficace*", là aussi en provocation. Mais je crois que cette contestation est nécessaire, et qu'il faut la faire si on veut accéder, par exemple, aux valeurs du service public. C'est un point de passage obligé.
Au contraire, on a vu beaucoup de snobisme se développer, de concessions inutiles et tout à fait pernicieuses. Cette bataille n'a pas été bien menée, n'a pas été encore menée.
Et c'est pourquoi je pense qu'il faut, -là aussi un peu de provocation-, réhabiliter les modèles.
Alors, bien entendu, je dis cela à un moment où la conjoncture nous pousse plutôt à répudier le modèle, notamment le modèle unique venu d'ailleurs, regardé comme irréversible, statique, et c'est à juste raison que nous récusons cet acception du modèle. Mais il faut réhabiliter les modèles au sens scientifique du terme.
J'ai commencé ma vie comme météorologiste. Je l'ai poursuivie comme économiste et puis, maintenant, je suis un peu juriste.
Eh bien, dans toutes ces professions, j'ai fait des modèles, parce que les modèles sont faits pour être conçus, créés, utilisés et jetés lorsqu'ils sont inadéquats. Mais il ne faut pas être inhibé devant les modèles, ils sont l'expression momentanée, contingente, d'un besoin théorique. Quelquefois on les appelle des projets.
Je pense que c'est le chantier que vous avez ouvert, et je crois qu'il faut avoir le courage d'affirmer que l'expression synthétique, visant à la cohérence, mais précaire, de la recherche théorique, est un besoin de l'homme et des collectifs qu'il s'est constitués pour comprendre la société et la transformer. Et cela vaut particulièrement, mais j'y reviendrai, s'agissant de notre conception du socialisme et de la réflexion sur les institutions.
Les modèles sont avant tout la recherche de stabilité statistique. Ils risquent donc d'être conservateurs puisqu'ils se fondent sur une vision du passé. Mais ils soulignent, et c'est l'intérêt, la nécessité aussi bien en technique qu'en politique, de la mémoire.
Ma deuxième idée est qu'il faut garder la mémoire.
J'aurais tendance à considérer comme une phrase éminemment révolutionnaire, dans le contexte actuel, celle que je proclamerai de la manière suivante : du passé ne faisons pas table rase.
Je crois qu'il faut, pour transformer la société, et une société qui est une société de crise, une société de Bas-Empire, être dans la décomposition, pour s'inscrire dans les contradictions qui l'animent, pour pouvoir être présent, conscient et agissant dans la recomposition.
Cela vaut pour la France.
Face aux chiffres du Front national selon lesquels il y aurait 9 millions d'immigrés en France, on pourrait dire : ce ne sont pas 9 millions, mais 14 millions de personnes, actuellement, en France, qui sont soit immigrées, soit ont un ascendant direct ou un grand ascendant d'origine étrangère.
La société française est un grand brassage. Et cette mémoire est donc une mémoire active.

Ancien ministre, conseiller d'Etat.

Paul LORIDANT

La banlieue dans ses vérités

Il faut tuer le mythe de l'unicité de la jeunesse selon lequel les jeunes sont tous solidaires.
Le maire d'une cité de grande banlieue que je suis, constate, chaque jour, qu'il n'y a pas unicité de la jeunesse. Elle a ses différences même si elles n'apparaissent pas d'emblée. Il convient donc de faire disparaître ce mythe.
Aujourd'hui, les jeunes ont une farouche volonté de s'intégrer y compris -et surtout- ceux issus de l'immigration, des milieux populaires. Leur volonté est d'autant plus forte que leurs parents sont socialement et culturellement défavorisés. Quand ils réussissent à s'accrocher, ce qu'ils font est remarquable.
Je le constate régulièrement.
Quand ils n'y arrivent pas, cela donne des catastrophes. Dans ma ville, je connais toutes les formes de délinquance, dont les vols de voitures et dans les caves. J'ai tout essayé : les TUC, les stages d'insertion, les stages de qualification, etc. Ceux qui ne parviennent pas à s'intégrer constituent un noyau dur de plus en plus difficile à aborder. Je vois poindre, depuis à peu près une année, des phénomènes de bandes comme à la fin des années 70. Après avoir disparues, elles renaissent.
Les "blacks" sont avec les "blacks" et pratiquent un racisme antiblanc.
Aux Ulis, une bande qui s'appelle "Les Blancs cassés" veut casser du blanc...
Les travailleurs sociaux n'arrivent plus à les pénétrer.
Et puis, il y a le logement, dramatique en Ile-de-France.
Fréquemment, les jeunes arrivés à l'âge adulte restent chez leurs parents et ont des conflits avec eux... Ils ne trouvent pas d'appartement car, même dans une ville où il y a du logement social, le flux n'existe plus.
Ainsi, je ne peux attribuer, chaque année, que 100 logements alors que j'ai 600 demandes.
L'hébergement est donc vécu dramatiquement.
Dans les banlieues où il y a, déjà, un noyau d'étrangers ou de Français d'outre-mer, on voit arriver un flot de jeunes d'outre-mer qui viennent là où ils ont, déjà, des compatriotes.
J'entends mes copains sénateurs de la Martinique et de la Guadeloupe dire : "Oh, Les Ulis, Créteil, vous êtes des villes super parce que, là, nous savons que nous serons bien accueillis..."
Nous ne pouvons plus.
J'affirme, contrairement à certains, qu'il y a des emplois. Ainsi, je suis prêt à embaucher, tout de suite, des couvreurs, des maçons, des électriciens, des plombiers. J'ai en permanence, à la mairie, quinze postes à pourvoir. Je ne trouve pas !
En conclusion, je souhaite rappeler que le relais 4 x 100 mètres qui a battu le record du monde compte deux Ulissiens. De vrais Ulissiens noirs. L'un est arrivé dans la ville à l'âge de sept ans. Il a aujourd'hui 23 ans. Ce garçon, à 13/14 ans, a fait, j'en suis à peu près sûr, des bêtises. Il ne l'a jamais avoué mais, compte tenu de ses fréquentations, il a dû se retrouver dans des casses, des voitures volées et tout le reste.
N'empêche ! Il a réussi, il a travaillé et il appartient, désormais, à l'élitisme républicain. Un modèle apprécié par les jeunes. Il n'est pas le seul.
On évoque, toujours, les échecs mais les réussites sont plus nombreuses qu'on ne le croit. Il faut les valoriser.

Sénateur,
maire des Ulis.

Edgar MORIN

Le coupable, c'est l'autre

Le phénomène du Front national est une forme de réponse à quelque chose de très profond, qui concerne le rapport avec soi. Le rapport avec soi est un rapport très complexe parce que la personnalité n'est pas une, mais multiple et qu'il y a, ce qui est très important, ce que les Anglais appellent la "save deception", c'est-à-dire le mensonge à soi-même.
Le mensonge à soi-même est la chose la plus courante qui soit. Mais cela veut dire qu'il est très difficile de dialoguer avec soi, puisqu'on se ment à soi-même et que les malaises que l'on peut ressentir, malaises de civilisation, malaises de cette vie atomisée, etc., tendent à chercher, du point de vue anthropologique, le coupable qui va jouer le rôle du bouc émissaire. Et le coupable, c'est l'autre, c'est-à-dire l'étranger.
Dans la conjoncture française actuelle, que se passe-t-il ? L'autre, l'étranger, est d'autant plus fort qu'aujourd'hui l'ennemi n'est plus à l'extérieur. Il faut penser, que pendant longtemps, la France a eu un ennemi héréditaire qui était l'Angleterre, puis l'Allemagne. Maintenant, il n'y a plus de Boche exécré. Ni d'Anglais. Donc, sans ennemi extérieur, l'ennemi est tapi dans l'ombre.
L'ennemi est de deux sortes, et c'est très complémentaire : l'Arabe et le Juif. Les Nords-Africains immigrés sont perçus comme des sortes de cloportes qui grouillent et qui vont évidemment dans nos villes ronger notre identité par le bas, alors que le Juif, lui, c'est la pieuvre installée à l'intérieur de notre tête, dans le gouvernement. Les Juifs ont tout, la presse, les médias, etc., le pouvoir. Donc, vous avez la complémentarité de ces deux menaces horribles qui sont la désintégration de l'identité.
Autrement dit, pendant un temps, on pouvait dire que l'antiarabisme atténuait l'antisémitisme, tant qu'on voyait la chose sur le théâtre extérieur, et vice versa. Maintenant, dans cette psychologie-là, ils se renforcent et on ne voit pas, dans ces phénomènes qui relèvent effectivement de ce qu'il y a de trouble et d'archaïque dans la personnalité, on ne voit pas de type de solution qui serait une psychanalyse collective, etc., ou une série d'arguments rationnels. Je crois qu'il y a une difficulté. C'est un des éléments je dirais anthropologiques qui favorise non pas, peut-être, le Front national, mais les ingrédients agressifs contre les Nords-Africains, les travailleurs immigrés et contre les Juifs.
La régression démocratique ne tient pas tant à la complexité qu'aux mauvaises réponses à la complexité : le fait qu'on continue à traiter la complexité comme si c'était quelque chose de simple, en la découpant en éléments séparés au lieu de voir l'unité, la globalité des problèmes. Donc, c'est le règne des experts. La régression de la démocratie est liée au développement de la techno-bureaucratie dont, justement, le fonctionnement n'est pas complexe.
La régression de la démocratie est liée dans ces conditions à la sclérose des administrations, des partis et à la sclérose des idéologies qui, elles non plus, n'affrontent pas cette complexité. Autrement dit, les régressions viennent à mon avis de la non-réponse à la complexité des problèmes. La démocratie est une organisation typiquement complexe par sa nature, parce qu'elle est fondée sur la dialectique permanente entre les trois pouvoirs, entre les pluralités, entre les partis, etc. La démocratie fonctionne sur le mode du complexe. Et, souvent, les citoyens le sentent, qui tantôt font un vote de telle couleur pour la municipalité, tantôt un autre vote pour des élections nationales. On parle du Front national, mais beaucoup de gens votent Front national non parce qu'ils sont Front national, mais pour marquer un vote de protestation, qu'aupavarant ils pensaient être efficace à travers le PC et que, maintenant, ils pensent plus efficace à droite.
L'apolitisme, la critique de la politique, a aussi un aspect de complexité, c'est-à-dire qu'on refuse d'entrer dedans... Dernièrement à "7 *sur 7*", Roger Hanin a dit : "*Les Verts sont des salauds parce qu'ils refusent de dire qu'il faut voter à gauche*". Je trouve que c'est une solution simple, n'est-ce pas ?

Sociologue

Jean d'ORMESSON

"Les Français attendent un véritable débat"

On a beaucoup espéré la fin des idéologies. Mais si c'est pour remplacer celles-ci par l'ère du vide, telle que nous la connaissons aujourd'hui, c'est extrêmement inquiétant. Et si c'est pour remplacer l'idéologie par un empirisme de la réussite, je ne donne pas cher de notre avenir

En effet, la réussite n'est pas vraiment un idéal. Or, je crois que le Parti socialiste est touché par ce virus de la réussite comme n'importe quel milieu d'affaires.

A force de laisser un certain nombre de valeurs à l'abandon, elles vont être reprises par le Parti communiste d'un côté, et par des mouvements d'extrême droite de l'autre. Je crois qu'il y a danger d'un ultranationalisme populiste. Aussi faut-il "reprendre" ces valeurs. Je ne serais pas loin d'une social-démocratie qui adopterait les valeurs communes de liberté, de justice, de vérité et peut-être de sacrifice.

Aujourd'hui, le Parti socialiste parle de modernisation. Or, c'est en voulant moderniser que François Mitterrand a dû renoncer à l'union de la gauche pour se rapprocher de ce qu'il combattu : Guy Mollet.

Je suis, au fond, pour gouverner au centre. Mais, ce que je n'aime pas dans le centre, c'est sont aspect "balancier", "compromis". Il faudrait arriver à mener une politique de modernisation qui ait sa force propre.

En 1990, les Français attendent un véritable débat. Je ne suis pas sûr que les partis politiques le leur offrent. Mais, pour qu'il y ait un débat, il est nécessaire que deux corps de doctrine s'affrontent. Où sont ces corps de doctrine à l'heure actuelle ?

La droite et la gauche ont extraordinairement besoin l'une de l'autre. Le socialisme, le marxisme, ont obligé la droite à se réformer. Le seul mérite qu'on puisse reconnaître à la droite, c'est sa souplesse d'adaptation. Tout ce qu'elle refusait, on le lui a imposé : les lois socialistes, les quarante heures, les congés payés...

Chaque fois, le capitalisme, l'économie de marché, le libéralisme, ont absorbé les chocs et en ont tiré bénéfice. Trop rigoureux, le marxisme n'a, quant à lui, pu absorber aucun choc. Dans l'avenir, nous sommes condamnés à un rapprochement droite-gauche. Il faut savoir comment nous parviendrons à allier le dynamisme de gauche avec la modernisation, l'entrée dans la social-démocratie, la constitution de valeurs communes. Je ne sais pas comment la gauche résoudra ce problème, je ne sais pas comment la droite parviendra à s'opposer assez violemment à une gauche modérée, dont elle partage en gros les choix. Ce sont ces difficultés de positionnement qui rendent si facile la position des extrêmes : les communistes et le parti de Le Pen.

Une autre question est celle de l'Europe et de l'Allemagne.

Que nous fassions l'Europe ou non, l'Allemagne dominera.

Réunifiée, l'Allemagne compte désormais 80 millions d'habitants.

Dans 3 à 5 ans, le bloc allemand sera fait. Si, d'ici là, l'Europe n'est pas faite, l'Allemagne dominera une Europe morcelée. Nous avons manqué l'occasion de construire une Europe qui aurait été dominée par la France. Mais nous pourrons faire en sorte que l'Allemagne soit canalisée par l'Europe, et que celle-ci profite de la dynamique allemande.

Ecrivain,
membre de l'Académie française

Dominique PERRAULT

La banlieue

Il faut avancer de front et, en France c'est toujours : un coup de balancier d'un côté, un coup de balancier de l'autre, ce qui fait qu'on avance toujours un peu en crabe. Le travail que fait Roland Castro est absolument essentiel, indispensable. Mais il faut, que ce travail, soit accompagné d'un propos esthétique. Quand je dis un propos esthétique, c'est la capacité de tirer de tous ces endroits une espèce de charge émotionnelle. Et, à ce moment-là, la banlieue se transfigure. On y découvre d'autres choses, on accepte son côté moche que certains peuvent rejeter et, à mon avis, on retourne le gant. Il faut qu'il y ait une espèce de travail social, économique, politique relevant de la dignité, et un autre travail de nature plus culturelle, qui est l'acceptation de ces signes et leur mise en œuvre. Il y a, dans d'autres pays, notamment aux Etats-Unis, des phénomènes de banlieues assez fascinants. Comme à Las Vegas ou à Los Angeles. Des endroits que les gens sont arrivés à gérer, même si ce n'est pas d'un goût forcément fantastique, et dont ils ont une certaine acceptation. Tous ces endroits, il faut les prendre à bras-le-corps. Il ne faut pas arriver, comme a pu le faire le mouvement moderne, à "j'en mets une là, j'en mets une autre là, vous allez voir... Tiens, je vais mettre un truc comme ça !" C'est-à-dire une espèce de travail complètement dogmatique. Il faut arriver avec une vision esthétique, avec des notions conceptuelles, des notions émotionnelles et puis, il faut tenir compte du contexte. C'est cette confrontation entre le contexte tel qu'il est avec ses côtés qui peuvent paraître parfois ringards, misérables, minables, de mauvais goût ou insupportables, c'est en s'appuyant là-dessus que l'on peut faire basculer l'esthétique de la banlieue vers quelque chose qui me semble intéressant.

Architecte.

Michèle PERROT

Rien n'est terminé

Seront tout de même encore exclus de l'égalité les vagabonds, puisqu'il y a toujours cette fameuse condition de résidence qui crée tout de suite une limite, dans le domaine social même, à l'égalité.

Mais les femmes, il n'en est pas question. Et le mouvement ouvrier considère comme tout à fait normal que les hommes seuls votent. Il véhicule l'idée très forte d'une citoyenneté virile. De ce point de vue-là, le socialisme ne fera pas du tout exception et s'engouffrera, lui aussi, dans cette idée d'une citoyenneté virile.

Par conséquent, les femmes étaient exclues par la Révolution française ; elles vont l'être par le mouvement ouvrier et par le socialisme et, en définitive, le féminisme s'engouffre dans cette brèche-là. C'est dans cette différence entre une universalité de principes, tous les hommes naissant libres, égaux en droit, etc., et l'inégalité de fait et, notamment dans le domaine du sexe, que va s'engouffrer le féminisme.

Le féminisme est consubstantiellement lié à la démocratie. Je crois que ce n'est pas rien, et je crois que c'est aussi pour cette raison que le féminisme se développe dans l'aire occidentale. Chaque progrès de la démocratie appelle de la part du féminisme une revendication. C'est pourquoi, à chaque fois qu'il y a une avancée de la démocratie, il y a en même temps une revendication instante du féminisme pour dire : "Et nous, l'importance de notre place ?".

C'est vrai à toutes les étapes. C'était vrai en 1830, en 1848, au moment de la Commune ; dans les années 1880 au moment où la République s'installe de façon définitive et, à ce moment-là, on voit émerger un mouvement très fort des femmes.

Un peu plus tard, dans les années 1890-1900, quand les radicaux vont arriver au

pouvoir, on verra à nouveau un mouvement des femmes, dont Marguerite Durand est un des symboles, avec son journal "La Fronde" qui a paru quotidiennement pendant plusieurs années au début du siècle, ce que nous n'avons même plus à l'heure actuelle.
Et il est très intéressant de voir que tout ce féminisme naît en même temps que se développe la démocratie. Donc, les deux se tiennent, et il faut dire que l'existence d'hommes féministes à l'intérieur du camp démocratique est tout à fait fondamentale. Il ne peut pas y avoir de progrès du féminisme s'il n'a pas d'alliés dans le camp du pouvoir, et d'un pouvoir qui reste très largement masculin.
Il est important de souligner, au passage, qu'il y a des hommes féministes et des femmes qui ne le sont pas et que, de ce point de vue, il n'y a pas les hommes contre les femmes, mais plutôt un féminisme contre un non-féminisme.
A chaque fois, les femmes sont déçues. Il y a une immense déception des femmes qui, au bout du compte, conquièrent toujours quelque chose, mais voient aussi se fermer des portes : il y a toujours des reconstitutions de domaines qui leur sont fermés.
C'est une histoire que les historiennes pourraient essayer de faire. Actuellement, c'est la même chose. Si l'on voulait décrire l'état présent des choses, on pourrait dire que, quels que soient les progrès que les femmes ont faits, et ils sont grands, il y a toujours un stop quelque part. Et ce stop, il me paraît surtout important dans le domaine politique.
S'il y a des sanctuaires masculins, ils sont l'Eglise, l'armée et la politique. Trois domaines que les hommes conservent très fortement, au besoin en laissant aux femmes des domaines qu'ils estiment devenus moins importants.
Autrement dit, même si l'égalité est en marche, pour reprendre le titre d'un beau livre "L'Egalité en marche : le féminisme sous la IIIe République", j'ajouterai que cette égalité en marche n'est absolument pas terminée, n'en est pas du tout à son terme. Et, que d'une certaine manière, il y a tout un jeu de la valeur de ce qui compte le plus pour une société, et que ce qui compte le plus a toutes les chances d'être à nouveau un domaine masculin.

Historienne

Jean-Pierre RIOUX

Lutte de classes et consensus

Une des contradictions de la culture politique socialiste, construite au XIXe puis au XXe siècle, dotée d'une identité propre après 1920, avec tous les avatars historiques que vous savez, et au prix d'extraordinaires sacrifices militants, est qu'elle nous a expliqué que la lutte de classes était le moteur de l'histoire et que ce conflit-là pouvait nourrir la vigilance républicaine parce que, au fond, cette lutte de classes veille pour que la République soit ce qu'elle doit être, un progrès constant, un accomplissement des libertés, de la nation, de la patrie, etc.
Et que cette lutte de classes arriverait un jour au mieux-être social, auquel on sentait bien que les Français aspiraient.
Quand on jette un regard d'historien, on s'aperçoit que, au contraire, cet idéal républicain-là n'a triomphé, ne s'est imposé, que parce qu'il a su gérer et apaiser la tension et y compris la lutte de classes et que c'est bien pour cela qu'il a triomphé, mollement peut-être, mais qu'il a triomphé, et n'est pratiquement plus discuté.

Historien

Georges VEDEL

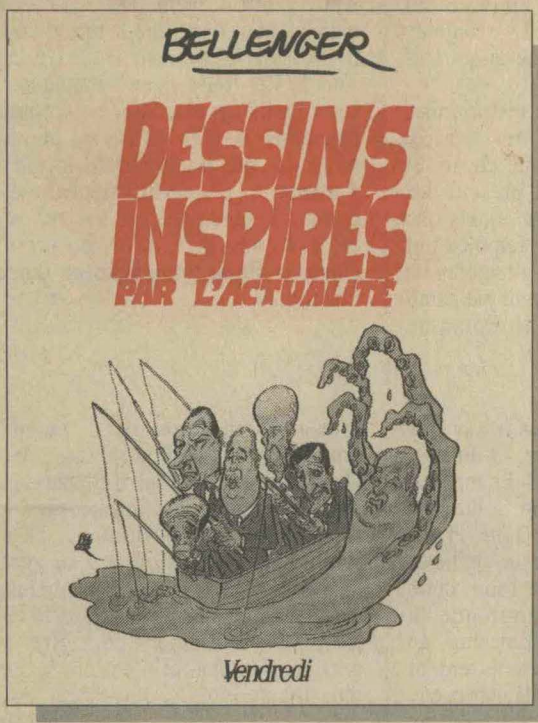
Attention au consensus !

J'aimerais que soit vérifiée l'hypothèse de la perte de valeur du débat politique qu'on eut, en d'autres temps, appelée de la dépolitisation. J'ai conservé l'expérience d'une recherche de sciences politiques que j'avais dirigée en son temps, dans les années 60, sur la dépolitisation.
On s'était aperçu, à la fin du travail, que la dépolitisation, si on consentait à la mesurer non pas par les éléments classiques, mais par tout ce qui était apparu de nouveau dans la société, n'était pas un fait établi.
Dans une certaine mesure, la société de 1960 était plus politisée que la société de 1950.
Mais je voudrais dire aussi que le consensus n'est pas une chose mauvaise en soi. Il est assez heureux que, dans une démocratie où, comme le disait, je crois, Sieyès : si les décisions à la majorité sont immédiates, l'unanimité immédiate, cela veut dire, au fond, qu'on ne vit pas sans ce minimum de consensus. Dans une démocratie, il peut reposer sur un certain nombre d'accords fondamentaux.
Il ne faut pas se plaindre de ce que, sur un certain nombre de points, les Français aient réussi à se mettre à peu près d'accord.
Il est vrai qu'un consensus trop général a pour effet d'entraîner, nécessairement, une politique de gestion qui enfouit les valeurs, parce que, même si elles sous-tendent cette politique de gestion, elles ne sont pas constamment mises à jour et discutées.
Cette politique de gestion perd un peu de vue le long terme. Elle est assez inapte, non seulement à prévoir les changements, mais encore à analyser ceux qui sont en train de se produire.
La politique, au sens le plus élevé du terme, s'estompe et, encore une fois, l'enjeu du pouvoir devient une fin en soi, faute d'autres enjeux disponibles.
Et puis, il faut bien dire -et c'est peut-être le danger le plus terrible- qu'il existe ce que l'on peut appeler des faux consensus, qui sont simplement des consensus de lassitude, dus à ce que, vraiment, on ne sait pas comment aborder la question.
L'exemple type, en ce moment, est celui du système éducatif français. Il n'y a qu'un consensus.
Le consensus sur le système éducatif français, c'est-à-dire l'idée qu'il est une chose très importante, peut-être la plus importante, se double d'un consensus inavoué et honteux, selon lequel on ne pourrait rien changer de profond.
L'Université peut fonctionner très bien, mais il faut de l'argent.
L'enseignement du second degré, demain l'enseignement du premier degré ; les difficultés se résument à des questions d'argent, d'argent, d'argent.
Le débat politique, lui-même, se trouve alors faussé, car il ne met pas en cause les valeurs ni les moyens. Il met en cause, essentiellement, d'un côté disons la gauche, en gros, qui pense que ses électeurs sont moins sensibles au prélèvement public que d'autres, et qu'ils sont plutôt du côté de ceux qui veulent plus d'argent.
De l'autre côté, à droite, les électeurs sont probablement plus sensibles au sacrifice des prélèvements qui leur sont demandés.
Il faudrait étudier les effets pervers produits par toute une série de bonnes intentions insérées dans le système.
Ainsi, cette ahurissante conception que l'on a de l'égalité dans l'Université, qui consiste, essentiellement, à faire payer les pauvres et à ne pas faire payer les riches !
Vous avez raison de vous interroger sur le consensus pour ranimer le débat politique. Eh bien, il faut, je crois, faire ce que déjà -peut-être avec d'autres partis- le Parti socialiste veut faire, au moins dans cette instance où nous nous trouvons.
Il faut essayer d'ouvrir les yeux, voir quels sont les vraies questions qui se posent, quelles sont les vraies valeurs qui sont en cause, quelles sont les vraies voies et moyens qui, au service de ces valeurs, se prennent au débat politique.

Ancien membre du Conseil constitutionnel, professeur de droit

NOUVEAU !

135 dessins, 96 pages toutes en couleurs



Né à l'aube de 1989, "Vendredi" aura connu deux années qui ébranlèrent le monde : un mur tombe et un système meurt, un nouvel ordre mondial se dessine, une guerre est possible... L'idée nous est venue de restituer tous les acteurs connus ou anonymes de cette période inédite à travers le trait et l'humour d'un de nos dessinateurs, Jacques Bellenger. Qu'est-ce qu'un dessin, sinon une mise en formes d'idées ? Nous croyons à la force des idées. C'est pourquoi nous vous proposons une idée -au moins- par page.

Format : 230 x 300 mm
Prix : 100 F TTC

Spécial militants

Pour deux abonnements vendus, "Vendredi" vous offre : "un des deux ouvrages " Dessins inspirés par l'actualité" ou "Le Feu et l'eau" + l'adhésion gratuite au Club + un "pin's"

Abonnez-vous ~~vous~~ les !

Veuillez envoyer " Vendredi" de ma part à :

N° de section |_|_|_|_|_|
N° d'adhérent |_|_|_|_|_|_|
Mon nom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....
Je souhaite recevoir en cadeau :
- **"Dessins inspirés par l'actualité"** (1)
- **"Le Feu et l'eau"** (1)
(1) *Rayez la mention inutile*

- 1 -	- 2 -
Nom.....	Nom.....
.....	.....
Adresse.....	Adresse.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
Code postal |_|_|_|_|_|	Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....	Ville.....
.....	.....
.....	.....

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
accompagné du montant des deux abonnements vendus soit 400 F

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....
.....Adresse.....
.....
Code postal.....Ville.....

❑ 1 - Je m'abonne à "Vendredi" pour un an (44 numéros) : **200 F**
❑ 2 - Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **250 F**
❑ 3 - Je m'abonne à "Vendredi" et commande "Le Feu et l'eau" : **300 F**
❑ 4 - Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **350 F**
❑ 5 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
❑ 6 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement "Le Feu et l'eau" : **130 F**
❑ 7 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir "Le Feu et l'eau" et "Dessins inspirés par l'actualité" : **200 F**
❑ 8 - Je ne suis pas abonné : j'ajoute **20 F** de frais de port par ouvrage commandé
Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal
Date *Signature*

Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"